



Les comptes de la Nation en 2016

Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère

En 2016, l'activité progresse de nouveau en France : le produit intérieur brut en euros constants s'accroît de 1,2 %, après + 1,1 % en 2015 et + 0,9 % en 2014. La consommation des ménages et les dépenses d'investissement accélèrent de façon notable. Les importations demeurent très soutenues, tandis que les exportations ralentissent nettement, de sorte que la contribution des échanges extérieurs se dégrade. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'améliore, en raison essentiellement du dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales en espèces. Le pouvoir d'achat par unité de consommation augmente sensiblement, après une croissance modérée en 2015. Le taux d'épargne des ménages baisse, alors que le taux de marge des sociétés non financières se stabilise après s'être fortement redressé en 2015.

Étienne Debauche, Franck Arnaud, Philippe Gallot, département des Comptes nationaux, Insee

En 2016, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,2 % en euros constants, soit un rythme proche de celui des deux années précédentes (+ 0,9 % en 2014 et + 1,1 % en 2015 ; *figure 1*).

La production décélère de façon notable (+ 1,0 % après + 1,5 %), mais moins marquée que les consommations intermédiaires (+ 0,9 % après + 2,2 %). La production industrielle en volume ralentit nettement en 2016 (+ 0,9 % après + 1,9 %). Elle demeure inférieure de 7,0 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. En particulier, elle décélère pour les matériels de transport, tandis qu'elle se replie dans le raffinage et l'agroalimentaire. La production agricole, notamment végétale, baisse fortement (- 5,5 % après - 1,5 % en 2015) en raison des mauvaises conditions climatiques au printemps et à l'été. La production des branches de services principalement marchands ralentit également (+ 1,5 % après + 2,1 %). En particulier, elle se replie dans les services financiers (- 1,5 % après + 2,8 %) et décélère dans le commerce (+ 1,7 % après + 3,2 %) et les services aux entreprises (+ 1,7 % après + 2,3 %). Dans la construction, la production se stabilise après deux années de recul (0,0 % après - 2,0 % en 2014 et - 1,4 % en 2015).

La consommation des ménages accélère

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent de nouveau en 2016 (+ 2,3 % en euros constants, après + 1,4 %

en 2015). Ce regain de dynamisme est lié à celui des dépenses de services (+ 1,7 % après + 0,9 %). En particulier, les dépenses en hébergement-restauration sont nettement plus dynamiques (+ 3,0 % après + 0,3 %),

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2016			Contribution à la croissance du PIB en volume
	2014	2015	2016	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	
Produit intérieur brut (PIB)	0,9	1,1	1,2	2228,9	0,4	1,6	1,2
Importations	4,8	5,7	4,2	695,6	- 2,4	1,7	1,3
Total des emplois finals	1,8	2,2	1,9	2924,4	- 0,3	1,6	2,5
Consommation effective des ménages	1,1	1,4	2,1	1576,5	- 0,1	2,0	1,5
<i>dont : dépense de consommation</i>							
– des ménages	0,7	1,4	2,3	1186,1	- 0,1	2,2	1,2
– individualisable des administrations	2,1	1,5	1,6	343,6	- 0,3	1,3	0,2
Consommation collective	- 0,1	0,5	0,7	183,1	0,2	0,8	0,1
des administrations publiques							
Formation brute de capital fixe, dont :	0,0	1,0	2,8	489,4	0,5	3,4	0,6
– entreprises non financières	1,7	3,1	3,6	276,7	0,6	4,3	0,4
– ménages	- 3,0	- 2,1	2,4	111,6	0,8	3,2	0,1
– administrations publiques	- 5,3	- 3,0	- 0,1	76,1	0,0	- 0,1	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,7	0,3	- 0,2	23,3	///	///	- 0,2
Exportations	3,3	4,3	1,8	652,2	- 1,7	0,2	0,5

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

de même que celles en services de transport (+ 3,1 % après + 0,4 %) et en autres activités de services (+ 3,1 % après + 1,3 %). En outre, la consommation des touristes français à l'étranger rebondit nettement (+ 5,2 % après - 5,2 %).

Le léger ralentissement de la consommation en biens manufacturés (+ 1,8 % après + 2,1 %) s'explique principalement par celui des achats de produits agroalimentaires (+ 1,0 % après + 1,4 % en 2015) et d'« autres produits manufacturés » (+ 0,2 % après + 1,7 %), notamment d'habillement. Cette décélération d'ensemble masque toutefois une accélération des achats de matériels de transports (+ 6,7 % après + 4,6 %) et d'équipements électriques et électroniques (+ 5,9 % après + 4,6 %). Les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment de gaz et d'électricité pour le chauffage) accélèrent en 2016 (+ 2,8 % après + 2,0 %), en raison notamment de températures un peu moins élevées en fin d'année qu'en 2015.

En 2016, les dépenses des administrations publiques accélèrent légèrement en volume (+ 1,3 % en euros constants après + 1,1 %), du fait notamment de l'accélération des dépenses d'action sociale.

La reprise de l'investissement se confirme

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques poursuit le redressement amorcé en 2015 (+ 2,8 % après + 1,0 % en 2015). Son niveau reste cependant inférieur de 2,1 % en volume à celui de 2008. L'accélération en 2016 est imputable au rebond de l'investissement des ménages et, dans une moindre mesure, à une forte atténuation de la baisse de la FBCF des administrations et à une accélération de la FBCF des entreprises. L'investissement des ménages rebondit en effet de façon marquée (+ 2,4 % après - 2,1 % en 2014), grâce à la reprise des transactions immobilières. En dépit d'une amplification de la baisse dans la construction (génie civil et bâtiments), l'investissement des administrations publiques se stabilise après trois années de repli (- 0,1 % après

- 3,0 %) du fait d'un rebond dans les matériels de transport.

L'accélération de l'investissement des entreprises non financières (+ 3,6 % après + 3,1 %) est significative dans les services d'information-communication (+ 6,2 % après + 4,6 %) et la construction (+ 1,9 % après + 0,4 %). L'investissement des entreprises financières demeure vigoureux (+ 6,6 % après + 6,8 %).

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage. En 2016, les entreprises ont moins stocké que l'année précédente. Ainsi, les stocks contribuent négativement à la croissance du PIB, à hauteur de - 0,2 point après trois années de contribution positive (notamment + 0,3 point en 2015 ; *figure 2*). Au total, en 2016, l'investissement des entreprises et le stockage contribuent à hauteur de + 0,3 point à la croissance du PIB, après + 0,8 point en 2015.

En 2016, les importations croissent de nouveau plus vite que les exportations

En 2016, les importations en volume ralentissent, mais demeurent soutenues (+ 4,2 % après + 5,7 %). Elles continuent de progresser plus fortement que les exportations (+ 1,8 % après + 4,3 %). De ce fait, le commerce extérieur pèse davantage sur l'activité, à hauteur de - 0,8 point de PIB (après - 0,5 point en 2015). Le ralentissement des importations concerne principalement les services aux entreprises, les biens d'équipement et les « autres biens manufacturés », notamment les produits chimiques et les produits métalliques. En revanche, les importations de matériels de transports demeurent très soutenues. La décélération des exportations est principalement due aux services aux entreprises, aux biens d'équipement, aux produits pétroliers raffinés, aux produits agricoles et aux services d'information-communication. En valeur, le solde des échanges extérieurs se dégrade très sensiblement (- 10,3 milliards d'euros, soit - 0,5 point de PIB) malgré un nouveau repli des prix des hydrocarbures. En particulier, l'excédent touristique se réduit fortement.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère

En 2016, le revenu disponible brut des ménages progresse de 1,7 % en valeur (après + 1,1 % l'année précédente ; *figure 3*). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale est stable en 2016 (- 0,1 % contre + 0,3 % en 2015). Le pouvoir d'achat du revenu disponible augmente donc légèrement plus vite que le revenu disponible (+ 1,8 %, après + 0,8 % en 2015). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) augmente de 1,4 % en 2016, en accélération par rapport aux deux années précédentes.

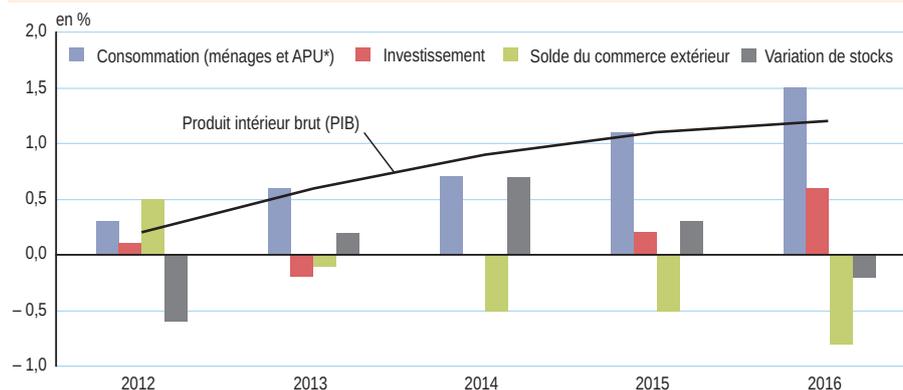
En 2016, la croissance du revenu disponible brut de 1,7 % en valeur est imputable aux revenus d'activité (contribution de + 1,2 point), qui accélèrent à nouveau en 2016, et aux prestations en espèces (contribution de + 0,6 point). Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine contribuent quant à eux à la baisse (- 0,2 point), comme en 2015 (- 0,3 point).

En 2016, les dividendes perçus par les ménages sont en légère baisse (- 0,5 % après - 0,5 % en 2015 et + 3,0 % en 2014). Les revenus de la propriété attribués aux ménages *via* leurs contrats d'assurance vie diminuent plus fortement encore (- 6,5 % après - 3,0 % en 2015) en raison de la baisse des taux d'intérêt obligataires. Par ailleurs, la baisse des taux interbancaires de ces dernières années se répercute sur les intérêts payés par les ménages : le nombre considérable de renégociations de crédits fait baisser les marges réalisées par les banques sur les crédits immobiliers souscrits par les ménages et améliore l'excédent brut d'exploitation dégagé par les ménages propriétaires de leur logement.

Les salaires nets reçus par les ménages augmentent plus vite qu'en 2015 (+ 1,9 % après + 1,4 %) en raison de l'amélioration de la situation sur le marché du travail. Cette accélération reflète celle de l'emploi salarié total (+ 0,7 % après + 0,3 %), davantage que celle du salaire moyen brut par tête (+ 1,2 % après + 1,1 %). De son côté, le revenu mixte des entrepreneurs individuels continue de progresser (+ 2,5 % en 2016 comme en 2015).

En 2016, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages croissent moins vite qu'en 2015 (+ 1,1 % après + 1,7 %), année marquée par une augmentation des paiements de contribution sociale généralisée. En 2016, l'augmentation des impôts sur le revenu et le patrimoine, tirée par la croissance des revenus d'activité, est atténuée par l'aménagement de la décote d'impôt sur le revenu.

2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



* Administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Les prestations sociales reçues par les ménages progressent un peu plus vite que l'an dernier (+ 1,8 % après + 1,5 %). Les prestations familiales se replient, principalement sous l'effet de la modulation des allocations familiales en fonction des ressources, intervenue en milieu d'année dernière et qui joue en 2016 en année pleine. La progression des dépenses d'assurance maladie est contenue (+ 1,9 %). En revanche, les prestations d'assurance chômage de l'Unédic sont dynamiques (+ 2,8 % contre + 1,8 % l'an dernier) malgré l'amélioration du marché du travail.

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages disposent également de biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement, notamment. En 2016, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, croît au même rythme que le revenu disponible brut (+ 1,7 %). En effet, les transferts sociaux en nature (+ 1,4 % contre + 1,7 % l'an dernier) croissent à un rythme proche de celui du revenu disponible. Cette augmentation des transferts sociaux est portée par la partie marchande (+ 2,3 % après + 1,8 %), liée notamment aux remboursements de médicaments, tandis que les dépenses non marchandes comme la santé ou l'éducation ralentissent (+ 0,6 % après + 1,3 %).

Le taux de marge des sociétés non financières se stabilise

En 2016, la rémunération des salariés des sociétés non financières accélère (+ 2,3 % après + 1,3 %) et croît à un rythme similaire à celui de leur valeur ajoutée (+ 2,2 %). À l'inverse, les impôts sur la production nets des subventions se stabilisent (- 0,1 %) avec la fin de la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ces évolutions combinées se répercutent sur l'excédent brut d'exploitation qui augmente de 2,2 %, après la forte hausse de 2015 (+ 7,9 %) due à la montée en charge du CICE. Le taux de marge se stabilise ainsi pour s'établir à 31,9 % comme en 2015.

Les sociétés non financières bénéficient en outre d'une évolution favorable du solde des revenus financiers. Si les dividendes nets versés augmentent en 2016 (+ 2,5 milliards d'euros), du fait d'une hausse plus forte des dividendes versés que des dividendes reçus, la charge nette d'intérêts continue de s'alléger à la faveur de la baisse des taux d'intérêt. L'amélioration du solde des revenus financiers contribue à l'accroissement de leur épargne en 2016. Cette progression de l'épargne est cependant plus modérée que l'année précédente (+ 4,5 % contre + 13,9 %

en 2015) du fait de la décélération de l'excédent brut d'exploitation des sociétés.

L'investissement des sociétés non financières est plus dynamique en 2016 qu'en 2015

(+ 4,4 % après + 3,0 %). La progression de l'épargne étant presque égale à celle de l'investissement, le taux d'autofinancement est stable en 2016 (+ 0,1 point) et s'établit à 84,7 %.

3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	à prix courants, en milliards d'euros, en %			
	Évolution en % (sauf italiques)			Niveau
	2014	2015	2016	2016
Produit intérieur brut, dont :	1,5	2,2	1,6	2 228,9
Valeur ajoutée au prix de base	1,4	2,0	1,5	1 992,3
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ⁽¹⁾	2,4	3,8	2,4	236,5
Revenu national brut	1,6	2,3	1,7	2 264,3
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	1,4	2,5	1,7	2 214,4
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	1,3	2,3	1,6	1 366,6
Sociétés non financières	1,3	2,6	2,2	1 142,9
Entreprises individuelles	0,1	0,1	1,3	132,3
Sociétés financières	3,5	1,5	- 5,7	91,4
Valeur ajoutée des administrations publiques	1,6	0,7	0,8	366,1
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	1,6	1,3	2,1	821,2
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	2,7	5,8	0,7	511,7
Rémunération des salariés des administrations	2,0	1,0	0,8	283,6
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	2,7	7,9	2,2	365,0
Revenus de la propriété nets versés	3,6	3,0	- 2,7	75,9
Épargne brute	3,8	13,9	4,5	225,9
Formation brute de capital fixe	2,1	3,0	4,4	266,8
Variation des stocks	13,5	7,4	- 2,0	23,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 11,7	10,8	1,4	- 44,9
Taux de marge ⁽²⁾	0,4	1,6	0,0	31,9
Taux d'autofinancement ⁽³⁾	1,3	8,1	0,1	84,7
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	8,2	0,6	- 17,9	30,5
Formation brute de capital fixe	20,1	6,0	7,1	20,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 2,3	5,2	- 6,6	1,8
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁽⁴⁾	1,3	2,2	2,2	185,5
Revenu mixte net des EI	0,4	2,5	2,5	88,0
Salaires nets reçus	1,1	1,4	1,9	738,1
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁽⁵⁾	2,4	1,5	1,8	484,6
Revenus de la propriété nets reçus	- 0,1	- 2,5	- 3,2	104,0
Impôts courants	1,7	1,7	1,1	218,7
Revenu disponible brut	1,3	1,1	1,7	1 377,0
Dépense de consommation finale	0,8	1,7	2,2	1 186,1
Revenu disponible brut ajusté	1,5	1,2	1,7	1 767,4
Consommation effective des ménages	1,2	1,7	2,0	1 576,5
Épargne brute	3,8	- 2,2	- 1,0	190,9
Formation brute de capital fixe	- 1,0	- 0,8	3,1	121,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	7,3	- 5,3	- 3,8	63,7
Taux d'épargne ⁽⁶⁾	0,4	- 0,5	- 0,4	13,9
Taux d'épargne financière ⁽⁷⁾	0,5	- 0,5	- 0,4	4,6
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	0,6	4,6	0,2	467,1
Importations de biens (FAB)	0,0	1,5	0,6	495,8
Exportations de services - importations de services	- 5,0	- 3,8	- 8,1	- 14,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	- 3,6	6,5	4,5	- 12,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	- 6,1	15,8	- 5,8	- 56,1

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Encadré 1**Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat**

La publication du compte provisoire de l'année 2016 s'accompagne de la publication des comptes définitif (2014) et semi-définitif (2015), qui actualisent les estimations précédentes (mai 2016). Pour 2014, la croissance du PIB est rehaussée de 0,3 point, à + 0,9 % dans la version définitive du compte ; à l'inverse, la croissance pour 2015 est abaissée de 0,2 point, à + 1,1 %, dans la version semi-définitive du compte.

Pour l'année 2016, les comptes trimestriels avaient publié une estimation de la croissance du PIB à + 1,1 % lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2017. Celle-ci était corrigée de l'effet des jours ouvrables. Corrigée de cet effet, l'évolution du PIB demeure estimée à + 1,1 % pour 2016. La consommation des ménages est légèrement rehaussée tandis que la contribution des variations de stocks à la croissance du PIB est légèrement revue à la baisse.

Dans le compte provisoire 2016, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages est atténuée de 0,2 point par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le 1^{er} trimestre 2017, principalement en raison de la révision en baisse des revenus de la propriété reçus par les ménages. Entre 2015 et 2016, la dynamique du taux d'épargne est également revue : il baisse de 0,3 point alors qu'il était stable précédemment. Enfin, l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est légèrement revue à la baisse en 2016, de - 0,1 point. Il augmente ainsi de 1,8 % dans le compte provisoire 2016.

Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille l'ensemble des révisions intervenues sur les comptes 2014, 2015 et 2016 ; elle précise l'origine des sources d'information utilisées pour effectuer ces révisions.

L'activité des sociétés financières baisse en 2016

La valeur ajoutée des sociétés financières décroît en 2016 (- 5,7 % après + 1,5 % en 2015). Cette baisse touche les banques comme les sociétés d'assurance.

La valeur ajoutée des banques continue de diminuer en 2016, davantage qu'en 2015 (- 3,7 % après - 2,2 %). Les marges d'intermédiation baissent en effet fortement : l'année 2016 est marquée à la fois par un recul des taux interbancaires, qui atteignent un niveau historiquement bas, et par une anticipation d'une hausse de ces taux. Ces deux facteurs combinés ont entraîné une importante vague de renégociations des crédits qui pèse sur la marge d'intermédiation. La production de services facturés est également orientée à la baisse, ce qui pèse également sur l'évolution de la valeur ajoutée.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance, bien orientée en 2015, se replie très nettement (- 19,8 % après + 10,5 % en 2015). Ce recul est principalement dû à celui des rendements de l'assurance vie, les encours étant en hausse de 3,9 % sur l'année. ■

Bibliographie

- Boudrot N., Cheloudko P. *et al.*, « Les comptes des administrations publiques en 2016 », *Insee Première* n° 1651, mai 2017.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr

Encadré 2**Au-delà du PIB, le revenu national disponible**

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité enregistrée dans un pays sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus suite à des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre jusqu'au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2016, le PIB croît de 1,6 % en valeur. La progression du RNB est un peu plus forte (+ 1,7 %) en raison de l'amélioration du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). Le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur étant relativement stable, la progression du RNDB est identique à celle du RNB (+ 1,7 %).

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, C. Lesdos-
Cauhapé, V. Quénechdu, H. Valdelièvre
Maquette : E. Houél
Impression : Jouve
Code Sage IP171650
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2017

• **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
<https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier :
<https://www.insee.fr/fr/information/2537715>

